

CHAMBÉ EN LUTTE

Numéro 5
<http://www.chambeenlutte.lautre.net>

10 novembre 2010

Bulletin d'information du Collectif Chambérien Unitaire Interpro et Citoyen

CA S'EST PASSÉ...

Vendredi 5/11

Soupe de résistance et manif de nuit.



Samedi 6/11

Manif à Chambéry 6000 personnes.

Samedi et dimanche 7 et 8/11

Coordination nationale à Tours.

ET CA VA SE PASSER...

Jeudi 11/11

Hommage universel aux morts par le travail, à 11h, Carrefour Bassens.

Vendredi 12/11

Soupe de résistance 18h30 aux Eléphants suivie d'une manif de nuit.

AG 12h30 maison des associations.

Lundi 15/11

Action nationale des collectifs : blocage de l'économie.

Mardi 16/11

Rendez-vous devant la préfecture à 18h.

La semaine prochaine

AG lundi 12h30 et mercredi 18h30, maison des associations.

Quelques sites d'informations alternatives de la région :

<http://www.lavoixdesallobroges.org/>

<http://tvnetcitoyenne.com/>

<http://rebellyon.info/>

<http://grenoble.indymedia.org/>

<http://www.librinfo74.fr>

Contact :

Abonnez-vous à la liste de diffusion en envoyant un mail à nycollin_co@yahoo.fr

Retrouvez-nous sur le blog et le forum de Chambé en lutte :

<http://www.chambeenlutte.lautre.net>

<http://www.chambeenlutte.lautre.net/forum>

DE RETOUR DE TOURS...



Tours, week-end des 6 et 7 novembre 2010

L'heure n'est pas à la résignation !

Appel de la rencontre nationale de Tours du 6 novembre.

Le 6 novembre à Tours se sont réuni-e-s les délégué-e-s mandaté-e-s ou observateurs/trices de 25 Assemblées Générales (AG) interprofessionnelles, AG de lutte, intersyndicales ouvertes à des non-syndiqué-e-s, collectifs, coordinations intersecteurs, etc..., de Laval, Le Havre, Angers, Béziers, Saint-Etienne, Roanne, Chambéry, Nantes, Angoulême, Cognac, Bayonne, Chinon, Nîmes, Tours, Saint-Denis, Rouen, Champigny, Paris-Est, Paris-Centre, Paris Ve/XIIIe, Paris XXe, Vannes, Lille, Grenoble et Nancy (sont excusées les villes de Aubenas, Agen, Brest, Rennes, Montpellier et Sarlat).

Les travailleur/se-s du public et du privé, les chômeur/se-s, les retraité-e-s, les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s se sont mobilisé-e-s massivement par la grève, la manifestation et les actions

de blocage pour le retrait de la réforme des retraites, avec le soutien de la majorité de la population. Pourtant, le pouvoir n'a répondu que par le mépris, la désinformation, la répression, l'atteinte au droit de grève, et il décide de passer en force.

La lutte contre la réforme des retraites arrive à un moment charnière. Alors que le gouvernement et la plupart des médias nous annoncent depuis des semaines la fin de la mobilisation, des actions de blocage et de solidarité sont menées dans tout le pays et les manifestations sont encore massives. Cette loi doit être abrogée. Nous refusons l'enterrement du mouvement après le vote de la loi.

La stratégie de l'intersyndicale a été un échec pour les travailleur/ses. Mais l'heure n'est pas à la résignation : nous sommes résolu-e-s à continuer le combat.

Dans de nombreuses localités, celles et ceux qui luttent, syndiqué-e-s de diverses organisations et non-syndi-

(suite au verso)

soutenu par

UL CGT - CNT - SNESup FSU - SUD Solidaires - UNEF - AGI! - Attac - LDH - Alternatifs - FA - FASE - NPA - PG

qué-e-s, se sont retrouvé-e-s dans des Assemblées générales et des collectifs pour réfléchir et agir ensemble : informer, soutenir les secteurs en lutte, étendre la grève reconductible, organiser des actions de blocage. Nous voulons que cette dynamique de l'auto-organisation et de l'action commune se pérennise, s'amplifie et se coordonne.

Ce mouvement s'inscrit dans une perspective plus large pour donner un coup d'arrêt à la politique du gouvernement et du patronat, qui préparent de nouvelles attaques, notamment sur l'assurance maladie. Nous restons convaincu-e-s que le seul moyen de gagner contre le gouvernement est le blocage de l'économie et la grève générale.

Nous appelons à faire front contre la répression qui frappe de plus en plus

brutalement celles et ceux qui participent au mouvement social.

Nous avons tenu cette réunion nationale pour commencer à discuter entre nous, à nous coordonner et à mener des actions communes.

Nous appelons celles et ceux qui luttent à se réunir en Assemblées générales s'il n'y a pas encore dans leur localité.

Nous appelons toutes les AG inter-professionnelles, AG de luttes, inter-syndicales étendues aux non-syndiqué-e-s, etc., à participer à la prochaine rencontre nationale à **Nantes le samedi 27 novembre 2010**, en envoyant des délégué-e-s mandaté-e-s.

Nous invitons les organisations syndicales à envoyer des observateur/trices à cette rencontre.

Nous appelons aux actions suivantes, venant renforcer les actions de toute nature qui se déroulent quotidiennement :

- une action symbolique le 11 novembre à 11h pour l'abrogation du projet de loi et en hommage aux morts au travail avant la retraite ;
- une journée d'action de blocage économique le 15 novembre, pour laquelle nous appelons au soutien international ;
- une action symbolique consistant à brûler le texte de loi le jour de sa promulgation.

-ensemblepourleretrait@gmail.com

N'hésitez pas à visiter et à faire connaître le blog de l'Assemblée Générale Interprofessionnelle de Tours .

<http://ensemblepourleretrait.wordpress.com>

Aide Médicale d'État

LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE À L'ÂME DES SANS-PAPIERS

L'attaque de nos acquis sociaux ne connaît nulle grève.

L'Aide Médicale d'État, mise en place en 1998, est dans les faits la couverture santé des sans-papiers les plus pauvres. Or, mardi 2 novembre, les députés ont adopté, avec le soutien du gouvernement, quatre amendements UMP qui visent à réduire le nombre de sans-papiers bénéficiaires de cette aide. Les raisons invoquées sont toujours démagogiques. Ici, on joue sur le fantasme de l'étranger venu en masse profiter du système médical français de manière frauduleuse.

Des arguments vite démontés par les professionnels de la santé, qui s'alarment des conséquences économiques et sanitaires désastreuses que cette réforme implique.

Restriction du panier de soins, ou encore contrôles supplémentaires pour l'accès aux soins coûteux dans le cadre d'une hospitalisation vont désormais durcir les conditions déjà difficiles d'accès aux soins. Le changement le plus inquiétant étant la mise en place d'un forfait de 30 Euros par ans pour une personne adulte. Les personnes couvertes par l'Aide Médicale d'État font partie des personnes les plus pauvres, celles qui ont les plus grandes diffi-

cultés à faire face aux dépenses quotidiennes, en premier lieu le logement et la nourriture, pour elles et leurs familles. Pour repousser cette dépense de 30 Euros qui représente au minimum 5% de leurs revenus mensuels (qui ne peuvent dépasser 634 euros), beaucoup d'entre elles retarderaient leur entrée dans le dispositif.

Par conséquent, les maladies ne seront plus soignées à temps, s'aggraveront et nécessiteront des soins plus coûteux. Dans leur rapport d'enquête de 2007, l'Inspection Générale des Finances et l'Inspection Générale des Affaires Sociales concluaient «à la nécessité du maintien du dispositif existant qui permet de soigner les personnes en situation irrégulière et de prévenir les problèmes de santé publique qui pourraient découler d'un défaut de prise en charge. [La mission] écarte une restriction de l'AME aux seuls soins urgents ou à un panier de soins qui serait à définir, ainsi que la mise en œuvre d'un ticket modérateur».

Dans un communiqué daté du 2 novembre, le Syndicat de la Médecine Générale s'associe aux associations CISS (Collectif Inter-associatif sur la Santé), FNARS (Fédération Nationale

des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale), ODSE (Observateur du Droit à la Santé) et UNIOPPS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux) qui "demandent que l'accès gratuit à la couverture santé AME soit conservé dans l'attente d'une généralisation de la CMU pour toutes les personnes à très bas revenus, y compris les sans-papiers".

Pour ce pouvoir aux abois, les sans-papiers sont des cibles commodes désignées comme source de déficit, thèse calquée sur l'extrême-droite. En réalité, nous avons une dette économique constante envers l'immigration et nous voyons bien que les ressources du pays sont captées à un tout autre niveau par les bons amis du pouvoir actuel.

La réforme de l'AME est passée en douce derrière celle de la sécurité sociale, dont nous parlerons bientôt. Le gouvernement nous impose un calendrier de réformes frénétique, et tape dans tous les sens. Restons vigilants et solidaires.

(Pour un démontage des arguments démagogiques du gouvernement, consultez l'article sur le blog du collectif.)